

Indépendance pour la Catalogne ! A bas l'UE !

L'Espagne étrangle la Catalogne

30 octobre – Il y a trois jours, le parlement de Catalogne a voté la sécession par rapport à l'Espagne et l'instauration d'une république indépendante de Catalogne. A peine quelques minutes plus tard, le Sénat espagnol, dominé par les chauvins castillans du Parti populaire (PP, droite) et du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, social-démocrate) votait la dissolution du parlement catalan et la destitution du gouvernement régional.

Madrid prend officiellement le contrôle de la Catalogne, y compris de ses finances, de sa police et de ses principales stations de télévision et de radio. Ils utilisent pour cela l'article 155 de la Constitution espagnole, qui permet aux dirigeants de cette prison des peuples opprimés qu'est l'Espagne de priver de leurs pouvoirs les communautés autonomes. Madrid a également ordonné de nouvelles élections le 21 décembre. Les députés catalans favorables à l'indépendance, y compris le Président, Carles Puigdemont (du Partit Demòcrata Europeu Català, PDeCAT), et le vice-président, Oriol Junqueras (de l'Esquerra Republicana, ERC), sont menacés d'arrestation pour « rébellion » et, à ce titre, ils encourent jusqu'à 30 ans de prison. Deux dirigeants de premier plan d'organisations indépendantistes, Jordi Sànchez de l'Assemblée nationale catalane et Jordi Cuixart de l'Òmnium Cultural, ont été emprisonnés le 16 octobre et encourent un procès pour sédition.

L'Etat espagnol a déclenché une vague de répression fin septembre pour essayer d'empêcher la tenue du référendum d'indépendance catalan du 1^{er} octobre. Plus de deux millions de personnes ont voté, bravant avec courage la violence des milliers de flics de la Guardia civil et de la Policia nacional envoyés par Madrid. 90 % des votants se sont

prononcés pour l'indépendance. La Catalogne et sa plus grande ville, Barcelone, sont depuis secouées par d'énormes protestations pour exiger la fin de la répression ainsi que la libération des dirigeants indépendantistes emprisonnés. Plusieurs manifestations chauvines ont aussi eu lieu, dirigées par le PP néo-franquiste, Ciutadans (un parti de droite) et le Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC, social-démocrate) pour défendre l'unité de l'Espagne capitaliste, monarchique et dirigée par la Castille. Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière dans toute l'Espagne et la France de défendre le peuple catalan opprimé, dont la nation est à cheval sur la frontière franco-espagnole. ***Policia nacional et Guardia civil, hors de Catalogne ! Libération de Cuixart, de Sànchez et de tous les militants indépendantistes ! A bas la monarchie ! Défense de l'indépendance de la Catalogne !***

Comme la Catalogne, la nation basque opprimée s'étend en Euskal Herria (Pays basque) de part et d'autre de la frontière entre l'Espagne et la France. Les Basques subissent depuis des dizaines d'années une répression meurtrière de la part des gouvernements tant espagnol que français. En tant qu'internationalistes prolétariens révolutionnaires, nous luttons pour l'indépendance du Pays basque et de la Catalogne, au Nord et au Sud – autrement dit, contre le pouvoir capitaliste de l'Espagne ainsi que de la France. Nous voulons construire des partis léninistes-trotskyistes qui soutiennent les justes luttes des nations opprimées. Ces luttes peuvent servir de levier pour faire avancer la lutte révolutionnaire du prolétariat contre le pouvoir capitaliste. Notre programme, c'est la révolution prolétarienne, la prise du pouvoir par la classe ouvrière. ***Pour des républiques ouvrières en***

Pour des républiques ouvrières !

Catalogne et au Pays basque dans le cadre d'Etats-Unis socialistes volontaires d'Europe !

Pour les travailleurs et les pauvres de Catalogne, la lutte pour la libération nationale est une composante de leur lutte contre l'exploitation. Les dockers de Barcelone et de Tarragone ont donné une preuve petite, mais très significative, de la puissance potentielle de la classe ouvrière en refusant de traiter les navires utilisés pour héberger la Policia nacional et la Guardia civil lors du référendum. Mais les travailleurs catalans n'ont pas été mobilisés en tant que force indépendante parce qu'ils ont des dirigeants réformistes traîtres méprisables qui, dans l'ensemble, refusent de se battre pour l'indépendance de la Catalogne. C'est pour cette raison que les travailleurs catalans sont dissous dans le mouvement de masse et que les militants ouvriers pro-indépendance n'ont nulle part où se tourner pour leur libération, à part vers les nationalistes bourgeois. Il faut forger une direction prolétarienne révolutionnaire qui se fasse le champion de la lutte de libération nationale.

Aucune illusion dans la bourgeoisie catalane !

Toute une série d'entreprises catalanes, y compris deux grandes banques, la CaixaBank et la Banco Sabadell, ont pris peur qu'une Catalogne indépendante soit jetée hors de l'Union européenne et elles se sont empressées d'accepter les appels du pied de Madrid en transférant leur siège social hors de Catalogne. La bourgeoisie catalane (représentée surtout par le PDeCAT et ses prédécesseurs ainsi que par l'ERC) a quelquefois utilisé le séparatisme comme monnaie d'échange dans ses rapports avec Madrid. Mais les humiliations marquées par le chauvinisme et la rancune qu'a infligées le gouvernement central, ainsi que la pression des masses catalanes, ont poussé les représentants politiques d'une partie de la bourgeoisie catalane à relever ouverte-

ment le défi. Puigdemont a reporté la déclaration d'indépendance après le référendum du 1^{er} octobre et il a même proposé de tenir des élections régionales anticipées si le Premier ministre du PP, Mariano Rajoy, acceptait de garantir que la Catalogne garderait son autonomie. Mais le chauvin castillan Rajoy et ses semblables voulaient rien moins qu'une capitulation totale. Aussi le gouvernement catalan a déclaré l'indépendance.

Madrid a clairement montré qu'elle est prête à tout pour maintenir l'intégrité territoriale de l'Espagne, alors que la Catalogne ne dispose d'aucun des attributs propres à un Etat – essentiellement des forces armées – pour pouvoir résister à l'Etat espagnol. De son côté, la classe ouvrière catalane n'a donné aucun signe de mouvement indépendant significatif. Dans ces circonstances, il n'y a pas d'espoir de réaliser pour le moment l'indépendance de la Catalogne. Pourtant, l'agitation demeure en Catalogne. La perspective immédiate, c'est la poursuite de la répression et de constantes humiliations de la part des seigneurs castillans ; et la bourgeoisie catalane est impuissante. Dans ce contexte, il est probable que de nouvelles luttes vont éclater – et les masses catalanes ont terriblement besoin d'alliés.

De tels alliés, elles peuvent les trouver en premier lieu dans le prolétariat d'Espagne et de France. La bourgeoisie française et l'espagnole oppriment les Catalans et les Basques et dans le même temps exploitent la classe ouvrière dans son ensemble. L'éclatement de l'Etat réactionnaire espagnol ouvrirait la voie à la lutte de classe contre le pouvoir capitaliste de Madrid. Il faut mener une lutte acharnée contre le chauvinisme que répandent les sociaux-démocrates et les lieutenants ouvriers du capital dans les bureaucraties syndicales, afin de gagner les travailleurs de la région à la lutte pour l'autodétermination des nations opprimées.

La lutte du peuple catalan a un retentissement de l'autre côté de la frontière chez les Basques et les Catalans qui vivent en France. Il y a eu des manifestations de soutien à l'indépendance de la Catalogne au Sud et au Nord d'Euskal Herria. Les Catalans en France ont fait preuve de leur solidarité en imprimant au Nord les bulletins de vote pour le référendum du 1^{er} octobre, qui ont ensuite été transportés de l'autre côté de la frontière.

En dépit des appels incessants du gouvernement catalan, les dirigeants de l'UE réactionnaire et impérialiste soutiennent à fond Madrid, précisément parce qu'ils savent que l'éclatement de l'Espagne annonce l'éclatement de l'UE. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, a mis en garde qu'il fallait « éviter les fissures, parce qu'il y a suffisamment de fissures et de fractures », et que l'UE ne pouvait pas se composer de « 95 Etats ». Le président du parlement européen, Antonio Tajani, a déclaré le 22 octobre qu'« aucun pays n'a l'intention de reconnaître la Catalogne comme Etat indépendant ». L'UE est un instrument au service des puissances impérialistes d'Europe, centralement l'Allemagne, pour augmenter l'exploitation des travailleurs dans toute l'Europe et pour appauvrir encore plus les pays plus faibles comme la Grèce et le Portugal.

Pour l'indépendance politique prolétarienne !

La répression du gouvernement Rajoy, soutenue par ses caniches du PSOE, rappelle le souvenir de la dictature du généralissime Francisco Franco qui avait sauvagement

Vient de paraître !

Le nouveau numéro de **Spartacist**, la revue de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) publiée en quatre langues, reproduit le document principal de la Septième Conférence internationale de la LCI. Le document adopté lors de cette conférence historique tire le bilan d'une bataille cruciale pour rétablir un cadre léniniste sur la question nationale, particulièrement en ce qui concerne les nations opprimées à l'intérieur d'Etats multinationaux. Ce numéro est aussi disponible en anglais et en espagnol.



Edition française
n° 43, été 2017
1 € (32 pages)

L'édition française de *Spartacist* est envoyée à tous les abonnés au *Bolchévik*.

Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

écrasé les droits nationaux des Basques, des Catalans et des Galiciens. Pablo Casado, porte-parole du PP, n'a pas hésité à invoquer cette histoire sanglante : il a mis en garde Puigdemont qu'il ne devait pas déclarer l'indépendance, « *parce que celui qui déclare l'indépendance finira comme celui qui l'a déclarée il y a 83 ans* ». Il faisait référence à Lluís Companys, le président nationaliste bourgeois de la Generalitat de Catalogne qui avait été tué par un peloton d'exécution franquiste après la défaite de la Révolution espagnole (voir « *Trotskyisme contre front-populisme dans la guerre civile espagnole* », *Spartacist* édition française n° 39, été 2009).

La réalité, c'est que la répression d'aujourd'hui se déroule entièrement dans le cadre légal de la démocratie bourgeoise espagnole. L'oppression des nations basque, catalane et galicienne avait été gravée dans le marbre de la Constitution postfranquiste de 1978, qui soutient que l'Espagne est indivisible. Les deux partis historiques de la classe ouvrière espagnole, le PSOE et le Parti communiste, avaient soutenu la formation d'un Etat monarchique basé sur le refus du droit d'autodétermination des nations opprimées d'Espagne, et ils avaient voté pour la Constitution de 1978.

Le PSOE, une fois au gouvernement, a loyalement servi le roi et a attisé le chauvinisme castillan pendant des dizaines d'années. Il est de notoriété publique qu'il avait mis sur pied des escadrons de la mort pour assassiner des combattants indépendantistes basques dans les années 1980. De son côté, le PC a lui aussi maintenu sa répugnante opposition à l'indépendance pour les opprimés. Les dirigeants chauvins traîtres des confédérations syndicales CCOO et UGT portent leur responsabilité pour le fait que les travailleurs de Catalogne et d'Espagne ne se sont pas manifestés comme une force organisée pour défendre l'indépendance pour la Catalogne et le Pays basque.

Le PSC, homologue catalan du PSOE, s'est joint aux franquistes et aux fascistes lors de manifestations réactionnaires à Barcelone le 8 et le 29 octobre avec des slogans comme « la Catalogne, c'est l'Espagne ». Encouragés par l'offensive de Rajoy, des fascistes ont attaqué le 27 octobre le siège de Catalunya Ràdio ainsi qu'un centre culturel catalan et une école à Barcelone. Les fascistes sont une menace mortelle pour tous les travailleurs, les immigrés et les minorités opprimées, et il faut mobiliser la classe ouvrière pour les stopper.

Le PSOE étant sérieusement discrédité parmi les travailleurs pour avoir mis en place sans états d'âme l'austérité

dictée par l'UE, c'est Podemos qui se charge maintenant de redorer le blason de la démocratie bourgeoise espagnole. Ce parti bourgeois, issu du mouvement petit-bourgeois des Indignés en 2011, a organisé des manifestations pour s'opposer à la répression de Rajoy contre la Catalogne. Mais Podemos est fermement opposé à l'indépendance de la Catalogne et il ne fait que donner un « visage humain » au brutal chauvinisme castillan : il a dénoncé comme « *illégitime* » toute déclaration d'indépendance de la Catalogne dans une lettre à ses adhérents datée du 23 octobre. Podemos conseille à la bourgeoisie espagnole de « *garantir que la Catalogne continue à faire partie de l'Espagne* » en usant de la carotte (plus de démocratie) au lieu du bâton (la répression). Podemos a entrepris de démettre de ses pouvoirs la direction de son organisation en Catalogne (Podem) parce que celle-ci n'est pas assez fermement opposée à l'indépendance.

La CUP (Candidatura d'Unitat Popular) est un autre parti nationaliste bourgeois catalan, en apparence plus à gauche. Même si la CUP se prétend socialiste, en réalité il s'agit d'un parti basé sur la petite bourgeoisie. Elle a soutenu le gouvernement capitaliste régional pendant plus d'un an. En Lluita, le groupe catalan affilié internationalement au Socialist Workers Party britannique, s'est complètement liquidé dans la CUP l'année dernière. Cela ne gêne pas du tout ces opportunistes de construire en même temps la CUP indépendantiste en Catalogne et Podemos anti-indépendantiste dans d'autres parties de l'Espagne ; autrement dit ils capitulent devant un nationalisme bourgeois ou un autre.

L'Internationalist Group pseudo-trotskyiste ne souffre pas d'une pareille confusion : il capitule entièrement devant le chauvinisme castillan. Dans son article « *Défense du droit à l'auto-détermination et à l'indépendance pour la Catalogne* » (septembre), il fait tout sauf défendre l'indépendance de la Catalogne. L'IG dénigre la juste lutte du peuple catalan pour sa libération nationale : « *C'est un mouvement nationaliste dirigé par la bourgeoisie la plus riche d'Espagne* », et « *l'impulsion pour l'indépendance vient tout d'abord de puissants secteurs de la bourgeoisie aisée catalane* ». On pourrait penser que l'IG s'est inspiré du journal franquiste *ABC* qui a écrit que « *la révolte catalaniste contre l'Etat est une performance de riches, par les riches et pour les riches* » (4 juin).

Ces professeurs petits-bourgeois aux Etats-Unis ont appelé les Catalans à se frayer un chemin jusqu'aux urnes le 1^{er} octobre – défiant les matraques, balles en caoutchouc et grenades lacrymogènes de la police – pour « *voter blanc* » !

Le Bolchévik

Publié par le Comité central de la Ligue trotskyste de France
4 numéros (1 an) plus *Spartacist* (édition française)
Etat français : 3€ Etat espagnol : 4,50€

Espartaco

Publicación del Grupo Espartaquista de México
4 números. Incluye *Spartacist* (Edición en español)
2€

Spartacist, organe du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), est publié en allemand, en anglais, en espagnol et en français.

Abonnez-vous !

Nom : _____ Tél. : _____

Adresse : _____ CP : _____

Ville : _____ Pays : _____

suppl221 wv1121

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10 France
Contact : +33 (0)1 42 08 01 49 ltfparis@hotmail.fr

Centre international : ICL, Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA - Site web : www.icl-fi.org

L'IG suinte par tous les pores le mépris pour les Catalans opprimés : « *Ce n'est pas comme un mouvement de libération nationale dans un pays semi-colonial.* » En opposant les luttes de libération nationale dans les pays arriérés et celles dans les pays avancés, l'IG met en lumière sa perspective fondamentalement nationaliste tiers-mondiste. De plus, l'IG argumente que la sécession de la Catalogne par rapport à l'Espagne « *pourrait sérieusement miner le potentiel de lutte unitaire de la classe ouvrière dans l'ensemble de la péninsule* ».

C'est l'oppression nationale par Madrid des Catalans, des Basques et des Galiciens qui mine l'unité des classes ouvrières de l'Etat espagnol artificiel. On ne peut parvenir à cette unité qu'en se faisant le héraut de la libération des nations opprimés – tout à l'opposé du chauvinisme avec des discours de gauche de l'IG, qui reproche la division de la classe ouvrière aux Catalans opprimés et non à la bourgeoisie castillane et à ses laquais réformistes.

Le dirigeant bolchévique Lénine avait souligné que, pour parvenir à l'unité prolétarienne, il faut briser les chaînes qui rattachent une nation opprimée à son oppresseur. Il avait utilisé l'exemple de la Norvège, qui avait obtenu son indépendance de la Suède à la suite d'un référendum en 1905 :

« L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe *a gagné* à cette reconnaissance – par les ouvriers suédois – du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des privilèges de la bour-

geoisie et de l'aristocratie suédoises. La destruction des liens imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois a renforcé le lien unissant les ouvriers norvégiens et suédois. »

– « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes »
(1914)

Comme nous l'expliquons dans le numéro actuel de notre revue théorique internationale, *Spartacist* (n° 43, été 2017), le fait que Lénine avait défendu sans fléchir le droit d'autodétermination, et qu'il s'était implacablement opposé au chauvinisme grand-russe avait été crucial pour forger le Parti bolchévique. C'est le programme révolutionnaire internationaliste de Lénine qui a permis aux bolchéviks de mener la classe ouvrière au pouvoir il y a cent ans. La LCI maintient le léninisme sur la question nationale. Cela fait partie de la lutte que nous menons pour de nouvelles révolutions d'Octobre.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 1121, 3 novembre

Ligue trotskyste de France

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen

Tél : 09 73 62 16 10

e-mail : ltfparis@hotmail.fr